

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 19. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 11 juin 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 19. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 11 juni 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

F. 2011 — 1555

[C — 2011/00372]

11 JUIN 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant fixation du pécule de vacances du personnel des services de police

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, donne suite à l'arrêté n° 212.774 du Conseil d'Etat du 26 avril 2011, lequel annule les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant fixation du pécule de vacances du personnel des services de police.

L'arrêté susmentionné tend à octroyer à tous les membres du personnel des services de police un pécule de vacances à concurrence de 92 % du traitement mensuel. En vertu des articles 3 et 4 précités, le pourcentage de 92 % était applicable, pour l'année 2009, aux agents de police et uniquement aux inspecteurs et aux inspecteurs principaux qui avaient atteint l'âge de 57 ans au 1^{er} octobre 2008 alors qu'un pourcentage de 65 % était applicable aux autres membres du personnel du cadre opérationnel; pour l'année 2010, le pourcentage de 92 % était applicable aux agents de police, aux inspecteurs et uniquement aux inspecteurs principaux qui avaient atteint l'âge de 57 ans au 1^{er} octobre 2008 alors qu'un pourcentage de 65 % était applicable aux autres membres du personnel du cadre opérationnel.

A partir de l'année 2011, le pourcentage de 92 % est applicable à tous les membres du personnel du cadre opérationnel.

La différence ainsi faite tendait, à court terme (période 2009-2010) à inciter les membres du personnel à rester plus longtemps en service, et le cas échéant, différer leur plan de pension pour cette période.

Dans son arrêt susmentionné, le Conseil d'Etat trouvait qu'il s'agissait d'une raison objective et légitime mais jugeait d'autre part qu'il n'était pas fondé que cet avantage puisse être limité aux membres du personnel mentionnés dans ces articles et que les officiers ne puissent donc pas bénéficier de cette disposition.

Il ressort clairement du point 18 de l'arrêt que la discrimination dénoncée par le Conseil d'Etat concernait le fait qu'aucun officier ne pouvait bénéficier d'un pécule de vacances à 92 % en 2009 et 2010; et ce, contrairement aux membres du personnel des cadres de base et moyen ayant un âge déterminé, qui, eux, ont pu. Le processus de progression général n'est pas critiqué.

Toutefois, étant donné que les dispositions des articles 3 et 4 susvisés sont étroitement imbriquées l'une dans l'autre, ce qui ne permettait pas une annulation partielle, le Conseil d'Etat a décidé de les annuler complètement. Cette annulation complète impose maintenant de prendre un arrêté de réparation, car si celui-ci n'était pas pris, tous les fonctionnaires de police pourraient prétendre pour les années 2009 et 2010 à un pécule de vacances à concurrence de 92 % du traitement mensuel, ce qui coûterait des millions d'euros à l'Etat fédéral et aux zones de police, plus précisément 31,5 millions pour les zones de police et 16 millions pour la police fédérale.

En vertu des nouveaux articles 3 et 4, les membres du personnel du cadre opérationnel auront droit pour les années 2009 et 2010 à un pécule de vacances à concurrence de 65 % à l'exception des agents de police auxquels il est attribué 92 % dès 2009 et des membres du cadre de base qui le percevront pour 2010.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

N. 2011 — 1555

[C — 2011/00372]

11 JUNI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 2009 houdende vaststelling van het vakantiegeld van het personeel van de politiediensten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, geeft gevolg aan arrest nr. 212.774 van de Raad van State van 26 april 2011, waarbij de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 29 april 2009 houdende vaststelling van het vakantiegeld van het personeel van de politiediensten, werden vernietigd.

Het voornoemde besluit strekt er toe om aan alle leden van het politiepersoneel een vakantiegeld ten belope van 92 % van een maandwedge toe te kennen. Krachtens de voornoemde artikelen 3 en 4 was voor het jaar 2009 het percentage van 92 % van toepassing op de agenten van politie en enkel op de inspecteurs en de hoofdinspecteurs die op 1 oktober 2008 de volle leeftijd van 57 jaar hebben bereikt, terwijl een percentage van 65 % van toepassing was op de andere personeelsleden van het operationeel kader; voor het jaar 2010 was het percentage van 92 % van toepassing op de agenten van politie, op de inspecteurs en enkel op de hoofdinspecteurs die op 1 oktober 2008 de volle leeftijd van 57 jaar hebben bereikt, terwijl een percentage van 65 % van toepassing was op de andere personeelsleden van het operationeel kader.

Vanaf het jaar 2011 is het percentage van 92 % van toepassing op alle personeelsleden van het operationeel kader.

Het gemaakte onderscheid strekte er toe om personeelsleden op korte termijn (periode 2009-2010) aan te zetten om aan het werk te blijven en, in voorkomend geval, hun pensioenplannen voor die periode uit te stellen.

In zijn voornoemd arrest vond de Raad van State dit een objectieve en legitieme reden, maar oordeelde anderzijds dat niet werd verantwoord waarom dat voordeel beperkt kon blijven tot de in die artikelen vermelde personeelsleden en dat de officieren derhalve die maatregel niet konden genieten.

Uit punt 18 van het arrest blijkt duidelijk dat de door de Raad van State aan de kaak gestelde discriminatie het feit betreft dat geen enkele officier in 2009 en 2010 een vakantiegeld aan 92 % kon genieten; dit in tegenstelling tot leden van het basis- en middenkader met een bepaalde leeftijd die dit wel konden. Het algemene progressiepad wordt niet bekritiseerd.

Gelet op de verwevenheid van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde regelingen, die een gedeeltelijke vernietiging niet zou hebben toegelaten, heeft de Raad van State die artikelen echter volledig vernietigd. Die volledige vernietiging noopt nu tot dit reparatiebesluit, want indien dit niet wordt genomen, zouden alle politieambtenaren voor de jaren 2009 en 2010 aanspraak maken op een vakantiegeld ten belope van 92 % van een maandwedge, wat de federale staat en de politiezones ettelijke miljoenen euros zou kosten, meer bepaald 31,5 miljoen voor de politiezones en 16 miljoen voor de federale politie.

Krachtens de nieuwe artikelen 3 en 4 zullen de leden van het operationeel kader in 2009 en 2010 recht hebben op een vakantiegeld ten belope van 65 %, behalve de agenten van politie, aan wie vanaf 2009 92 % wordt toegekend, en de leden van het basiskader, aan wie dit in 2010 eveneens wordt toegekend.

Vu le dictum de l'arrêt, aucune différence n'est plus faite en fonction de l'âge des membres du personnel des différents cadres. Par contre, l'octroi du pécule de vacances à concurrence de 92 % du traitement mensuel se fera à nouveau selon un échelonnement, à savoir, d'abord pour les agents de police en 2009, ensuite pour le cadre de base en 2010 et pour les cadres supérieurs en 2011.

Il est évident qu'une telle répartition dans le temps – quoique très courte – est motivée par des raisons budgétaires. Aussi, le Conseil d'Etat a jugé, dans son arrêt susmentionné, qu'une telle politique n'est pas manifestement déraisonnable.

Les membres du personnel ne peuvent toutefois être traités différemment de façon injustifiée; la mesure doit donc être soutenue par un critère pour lequel il existe une justification objective qui est perçue comme raisonnable et non disproportionnée. Ainsi, l'augmentation du pécule de vacances en 2009, pour l'ensemble du personnel, par l'octroi d'au moins 65 % d'un traitement mensuel (92 % pour les agents), de 92 % pour les inspecteurs l'année suivante et, de la même manière, de 92 % pour les cadres supérieurs en 2011, crée très certainement une distinction objective – par cadre – et n'est nullement injustifiée ou disproportionnée.

En effet, plus élevé est le cadre, plus hautes sont les échelles de traitement qui y sont liées. Les échelles de traitement des agents sont inférieures à celles des inspecteurs, qui à leur tour, sont plus basses que celles des cadres supérieurs. Il n'est pas déraisonnable en soi que, lors d'une augmentation générale des traitements, la priorité revienne aux membres du personnel qui disposent de revenus inférieurs pour généraliser par la suite, sur une période de seulement deux ans, la mesure à tous les autres membres du personnel. Il ressort du protocole n° 125/1 du Comité A (Comité de négociation commun à l'ensemble des services publics), qui a été à l'origine de l'augmentation du pécule de vacances dans le secteur public, donc également pour le personnel de la police, que l'autorité s'est engagée vis-à-vis des organisations syndicales afin d'augmenter de façon prioritaire le pécule de vacances des niveaux inférieurs.

Une telle mesure n'est donc pas perçue comme déraisonnable, ni comme disproportionnée. En outre, tel que déjà mentionné, chaque pécule de vacances est solidement augmenté à 65 % minimum d'un traitement mensuel, y compris pour les cadres supérieurs et donc les revenus plus importants.

À côté de cela, il faut également savoir que la transition entre l'ancien et le nouveau pécule de vacances a pour conséquence que le pécule de vacances dont la majeure partie provenait d'une partie fixe, identique pour tous les membres du personnel, évolue vers un système où l'importance du montant est entièrement proportionnelle au traitement mensuel du membre du personnel. Par conséquent, la différence nominale en euros, entre l'ancien et le nouveau pécule de vacances (= le « gain » grâce à l'introduction du nouveau système) est d'autant plus grande que le traitement du membre du personnel concerné est important. Par exemple : un membre du personnel avec un revenu important peut bénéficier d'une plus grande augmentation de son pécule de vacances à 65 % de son traitement mensuel qu'un membre du personnel avec un revenu inférieur à 92 %.

Ce phénomène rend donc aussi le critère – cadre et donc groupes d'échelles de traitement – selon lequel on instaure une augmentation progressive du pécule de vacances, très raisonnable.

Enfin, il est clair qu'une différence de traitement entre les membres du personnel en fonction de leur cadre, n'est ni nouveau, ni déraisonnable. Dans son arrêt 102/2003 du 22 juillet 2003, la Cour constitutionnelle avait déjà jugé (au point B.38.4 dudit arrêt) que l'insertion des officiers – différentes des autres cadres – ne semblait pas déraisonnable puisque cela signifiait qu'on leur attribuait un meilleur traitement que celui de leur ancien statut; qu'en outre, le requérant bénéficiait de plus de possibilités de promotion que ce qu'il pouvait avoir dans son ancien statut. Le même raisonnement peut – mutatis mutandis – être suivi dans le cadre du pécule de vacances : bien que les cadres supérieurs bénéficient initialement d'un pourcentage inférieur du traitement mensuel pour le pécule de vacances, ils disposent, même à 65 %, d'un point de vue nominal, d'un avancement significatif.

En outre, ils ont atteint, dès 2011, le même pourcentage, à savoir 92 % du traitement mensuel. Cela ne peut être considéré comme déraisonnable, que du contraire.

En agissant rapidement et de telle manière, l'autorité protège les budgets, le fonctionnement des services de police et la paix sociale. En rétablissant de façon identique le processus de progression, l'autorité respecte l'essence de l'accord social de 2008 et opte donc pour une politique inchangée. Il va de soi que cela est également dicté par la situation gouvernementale d'affaires courantes et dans le respect des compétences limitées des ministres concernés par le présent arrêt. Il appartiendra au prochain Gouvernement avec les pleins pouvoirs de s'exprimer quant à une éventuelle modification de la mesure annulée relative à l'âge. Il semble approprié, pendant ce temps, de ne pas introduire de procédures de réclamation d'indu, afin de maintenir la paix sociale et éviter de nouveaux contentieux civils.

Gelet op het dictum van het arrest, wordt geen enkel onderscheid meer gemaakt volgens de leeftijd van personeelsleden van bepaalde kaders. Er wordt wel opnieuw geopteerd voor de stapsgewijze invoering van het vakantiegeld ten belope van 92 % van een maandwedde, namelijk eerst aan de agenten van politie in 2009, vervolgens aan het basiskader in 2010 en in 2011 aan de hogere kaders.

Het spreekt vanzelf dat een dergelijke – zij het zeer korte – spreiding in de tijd ingegeven is door budgettaire motieven. Ook de Raad van State, in zijn voornoemde arrest, heeft geoordeeld dat een dergelijke beleidskeuze niet kennelijk onredelijk is.

Personeelsleden mogen alleen niet op onverantwoorde wijze ongelijk behandeld worden; de maatregel moet kunnen verantwoord worden door een criterium waarvoor een objectieve verantwoording bestaat die als redelijk wordt ervaren en niet buiten proportie is. Welnu, de verhoging van het vakantiegeld door in 2009 aan alle personeelsleden minstens 65 % van een maandwedde toe te kennen (92 % voor de agenten), het volgende jaar ook 92 % aan de inspecteurs om in 2011 ook voor de hogere kaders op 92 % uit te komen, maakt zeer zeker een objectief onderscheid – volgens kader – en is allerminst onredelijk of disproportioneel.

Immers, hoe hoger het kader, hoe hoger de daaraan verbonden loonschalen. De loonschalen van de agenten zijn lager dan die van de inspecteurs, die op hun beurt lager zijn dan die van de hogere kaders. Op zich genomen is het feit van een algemene verhoging van de bezoldiging prioritair toe te kennen aan de personeelsleden met de laagste inkomens om dan binnen een periode van amper twee jaar die maatregel te veralgemenen tot alle anderen, zeker niet onredelijk. Uit het protocol nr. 125/1 van het Comité A (gemeenschappelijk onderhandelingscomité voor alle overheidsdiensten), dat de aanzet is geweest voor de verhoging van het vakantiegeld in de openbare sector, dus ook voor het politiepersoneel, blijkt dat de overheid zich ook had verbonden ten aanzien van de vakorganisaties om prioritair het vakantiegeld te verhogen voor de lagere niveaus eerst.

Een dergelijke maatregel wordt dus niet als onredelijk, noch als disproportioneel ervaren. Bovendien, het weze herhaald, wordt in 2009 wel degelijk ieders vakantiegeld verhoogd tot minimum 65 % van een maandwedde, ook voor de hogere kaders en dus de grotere inkomens.

Daarbij moet men ook weten dat de overgang van het oude vakantiegeld naar het nieuwe tot gevolg heeft dat men van een vakantiegeld waarvan een groot deel bestond uit een vast gedeelte, gelijk voor alle personeelsleden, evolueert naar een systeem waarbij de hoogte ervan volledig proportioneel is met die van de maandwedde van het betrokken personeelslid. Derhalve is het nominale verschil, in euros, tussen oud en nieuw vakantiegeld (= de « winst » door de invoering van het nieuwe systeem) groter naar gelang de wedde van het betrokken personeelslid groter is. Bij wijze van voorbeeld : een personeelslid met een hoog inkomen kan zijn vakantiegeld met meer zien toenemen aan 65 % van een maandwedde dan een personeelslid met een lager inkomen aan 92 %.

Dit fenomeen maakt dus ook dat het criterium – het kader en dus de loonschalengroepen – volgens hetwelke de trapsgewijze verhoging van het vakantiegeld wordt ingevoerd, een heel redelijk criterium is.

Tot slot moet worden vastgesteld dat een verschillende behandeling van personeelsleden volgens hun kader, noch nieuw, noch onredelijk is. Reeds in zijn arrest 102/2003 van 22 juli 2003 oordeelde het Grondwettelijk Hof (in punt B.38.4 van dat arrest) dat de – van andere kaders afwijkende – inschaling van officieren niet onredelijk bleek vermits zij tot gevolg had dat hen een gunstiger loon werd toegekend dan in hun oud statuut; bovendien had de verzoeker nog bevorderingskansen die hij niet kon genieten in zijn oud statuut. Dezelfde redenering kan – mutatis mutandis – gevolgd worden in het raam van het vakantiegeld : hoewel de hogere kaders initieel een lager percentage van een maandwedde als vakantiegeld genieten, gaan zij er nominaal, ook aan 65 %, stevig op vooruit.

Bovendien bereiken allen reeds in 2011 hetzelfde percentage, zijnde 92 % van de maandwedde. Zulks kan derhalve niet als onredelijk worden beschouwd, wel integendeel.

Door alzo en snel te handelen, vrijwaart de overheid de budgetten en werking van de politiediensten alsook de sociale vrede. Door het algemene progressiepad op identieke wijze te herstellen respecteert de overheid de essentie van het sociaal akkoord van 2008 en opteert zij dus voor een ongewijzigd beleid. Uiteraard is dit ook ingegeven door de regeringsstoestand van lopende zaken en de in acht te nemen beperkte bevoegdheden van de bij dit besluit betrokken ministers. Het zal de volgende Regering met volle bevoegdheid toekomen om zich uit te spreken over een eventuele aanpassing van de vernietigde leeftijdsmaatregel. Het lijkt billijk om zolang geen terugvorderingen in te stellen, ook dit met het oog op de sociale vrede en het voorkomen van nog meer burgerrechtelijke geschillen.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 27 mai 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant fixation du pécule de vacances du personnel des services de police », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par le fait que, suite à l'arrêt n° 212.774 du Conseil d'Etat du 26 avril 2011, le manque de dispositions transitoires concernant l'augmentation du pécule de vacances du personnel des services de police pour les années 2009 et 2010 menace de déséquilibrer la situation budgétaire de la police intégrée ainsi que le fonctionnement lui-même des zones de police et de la police fédérale; raison pour laquelle il est indispensable d'édicter sans plus attendre de nouvelles règles transitoires, cependant dans les limites de ce que peut faire un Gouvernement en affaires courantes ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet n'appelle aucune observation.

La chambre était composée de :

M. Y. Kreins, président de chambre;
M. P. Vandernoot et Mme M. Baguet, conseillers d'Etat;
M. Y. De Cordt, assesseur de la section de législation;
Mme B. Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. Wimmer, auditeur.

(...)

Le greffier,
B. Vigneron.

Le président,
Y. Kreins.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 27 mei 2011 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 2009 houdende vaststelling van het vakantiegeld van het personeel van de politiediensten », heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt :

« L'urgence est motivée par le fait que, suite à l'arrêt n° 212.774 du Conseil d'Etat du 26 avril 2011, le manque de dispositions transitoires concernant l'augmentation du pécule de vacances du personnel des services de police pour les années 2009 et 2010 menace de déséquilibrer la situation budgétaire de la police intégrée ainsi que le fonctionnement lui-même des zones de police et de la police fédérale; raison pour laquelle il est indispensable d'édicter sans plus attendre de nouvelles règles transitoires, cependant dans les limites de ce que peut faire un Gouvernement en affaires courantes ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Op die drie punten behoeft over het ontwerp geen enkele opmerking te worden gemaakt.

De kamer was samengesteld uit :

De heer Y. Kreins, kamervoorzitter;
De heer P. Vandernoot en Mevr. M. Baguet, staatsraden;
De heer Y. De Cordt, assessor van de afdeling Wetgeving;
Mevr. B. Vigneron, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer R. Wimmer, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Vandernoot.

De griffier,
B. Vigneron.

De voorzitter,
Y. Kreins.

11 JUIN 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant fixation du pécule de vacances du personnel des services de police

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPoI);

Vu l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant fixation du pécule de vacances du personnel des services de police;

Vu le protocole de négociation n° 284 du comité de négociation pour les services de police, conclu le 31 mai 2011;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 mai 2011;

Vu l'avis du Conseil consultatif des bourgmestres, donné le 24 mai 2011;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 25 mai 2011;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 27 mai 2011;

Vu l'urgence motivée par le fait que, suite à l'arrêt n° 212.774 du Conseil d'Etat du 26 avril 2011, le manque de dispositions transitoires concernant l'augmentation du pécule de vacances du personnel des services de police pour les années 2009 et 2010 menace de déséquilibrer la situation budgétaire de la police intégrée ainsi que le fonctionnement lui-même des zones de police et de la police fédérale;

Raison pour laquelle il est indispensable d'édicter sans plus attendre de nouvelles règles transitoires, cependant dans les limites de ce que peut faire un Gouvernement en affaires courantes;

Vu l'avis 49.771/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 juin 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice et de la Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant fixation du pécule de vacances du personnel des services de police, à la place de l'article 3 annulé par l'arrêt n° 212.774 du Conseil d'Etat du 26 avril 2011, il est inséré un article 3 rédigé comme suit :

« Art. 3. Pour les membres du personnel du cadre de base, moyen et du cadre des officiers du cadre opérationnel, il y a toutefois lieu de lire « 65 % » dans l'article XI.III.4bis, alinéa 1^{er}, PJPoI, au lieu de « 92 % », pour l'année de paiement 2009. »

Art. 2. Dans le même arrêté, à la place de l'article 4 annulé par l'arrêt n° 212.774 du Conseil d'Etat du 26 avril 2011, il est inséré un article 4 rédigé comme suit :

« Art. 4. Pour les membres du personnel du cadre moyen et du cadre des officiers du cadre opérationnel, il y a toutefois lieu de lire « 65 % » dans l'article XI.III.4bis, alinéa 1^{er}, PJPoI, au lieu de « 92 % », pour l'année de paiement 2010. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 4. Le Ministre qui a la Justice dans ses attributions et la Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 11 juin 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

La Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

11 JUNI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 2009 houdende vaststelling van het vakantiegeld van het personeel van de politiediensten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPoI);

Gelet op het koninklijk besluit van 29 april 2009 houdende vaststelling van het vakantiegeld van het personeel van de politiediensten;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr 284 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 31 mei 2011;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 mei 2011;

Gelet op het advies van de Adviesraad van burgemeesters, gegeven op 24 mei 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 25 mei 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 27 mei 2011;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat het ontbreken van overgangsmaatregelen inzake de verhoging van het vakantiegeld voor het politiepersoneel voor de jaren 2009 en 2010, ingevolge het arrest nr. 212.774 van de Raad van State van 26 april 2011, de budgettaire toestand met betrekking tot de geïntegreerde politie dreigt te ontwrichten alsmede het functioneren van de politiezones en de federale politie;

Dat het daarom onontbeerlijk is dat onmiddellijk nieuwe overgangsmaatregelen worden uitgevaardigd, weliswaar binnen de perken van wat een Regering in lopende zaken vermag te doen;

Gelet op het advies 49.771/2 van de Raad van State, gegeven op 6 juni 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 29 april 2009 houdende vaststelling van het vakantiegeld van het personeel van de politiediensten wordt in de plaats van artikel 3, vernietigd bij arrest nr. 212.774 van de Raad van State van 26 april 2011, het als volgt luidende artikel 3 ingevoegd :

« Art. 3. Voor de leden van het basis-, midden- en officierenkader van het operationeel kader, wordt, in het uitbetalingsjaar 2009, « 92 % » in het artikel XI.III.4bis, eerste lid, RPPoI, evenwel gelezen als « 65 % ». »

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt in de plaats van artikel 4, vernietigd bij arrest nr. 212.774 van de Raad van State van 26 april 2011, het als volgt luidende artikel 4 ingevoegd :

« Art. 4. Voor de leden van het midden- en officierenkader van het operationeel kader, wordt, in het uitbetalingsjaar 2010, « 92 % » in het artikel XI.III.4bis, eerste lid, RPPoI, evenwel gelezen als « 65 % ». »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2009.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Justitie en de Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 11 juni 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM